

Cinquième réunion du Conseil exécutif du Programme ONU-REDD (EB5)

Session 2: Dialogue stratégique sur les forêts dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires

6 septembre 2021 14 heures -16 heures CET

Ordre du jour et contexte

1. OBJECTIF DE LA SESSION:

Le présent dialogue stratégique, d'une durée de 90 minutes, étudiera les moyens de renforcer le lien entre le travail de l'ONU-REDD et la réforme nécessaire du système alimentaire mondial en réponse au changement climatique. Les défis liés à la transformation du système alimentaire et à l'arrêt de la déforestation, ainsi que la nécessité d'identifier des interventions prioritaires, ont été soulignés dans la [déclaration commune «Inverser la tendance de la déforestation»](#) élaborée par le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), à laquelle les institutions du Programme ONU-REDD ont largement contribué¹ à l'occasion de dialogues techniques de haut niveau organisés en marge du Comité des forêts de la FAO en 2020².

La présente session a pour objet d'étudier la pertinence du travail de l'ONU-REDD en relation avec l'évolution continue des politiques portant sur les points de jonction entre les programmes relatifs à l'alimentation, aux forêts et au climat. Elle vise plus particulièrement à positionner l'ONU-REDD afin qu'il puisse:

1. aider les pays à mettre en œuvre des actions nationales prioritaires destinées à transformer les systèmes alimentaires et à stopper la déforestation dans le cadre du suivi des résultats du Sommet sur l'alimentation.
2. canaliser le soutien technique et politique pour permettre aux pays et aux autres parties prenantes de s'engager dans la réalisation de chaînes d'approvisionnement sans déforestation et respectueuses des forêts, et de profiter des avantages que celles-ci représentent.

La session présentera les dernières évolutions concernant les solutions et les coalitions novatrices qui seront proposées lors du Sommet sur les systèmes alimentaires (SSA) et qui ont été discutées dans le cadre des Dialogues sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT en anglais). Elle les rattachera aux évolutions et aux innovations les plus récentes, telles que l'outil pratique pour les entreprises mis au point par l'OCDE et la FAO au sujet de la déforestation, de la dégradation des forêts et du devoir de diligence dans les filières agricoles, ainsi qu'à l'apparition d'un certain nombre de mesures réglementaires volontaires relatives aux chaînes d'approvisionnement de produits non liés à la déforestation.

Bien que les membres du Conseil exécutif soient les principaux participants, plusieurs représentants de pays, ainsi que des personnes ressources sélectionnées, seront également invités à prendre part à la session. Le dialogue sera subdivisé en deux parties que de brefs exposés «d'entrée en matière» viendront éclairer (un projet d'ordre du jour est reproduit en tant qu'annexe pour commentaires).

L'objectif de la session sera de déclencher un débat au sein du Conseil exécutif autour de trois séries de questions:

- Quels sont les principaux leviers en mesure de garantir que l'arrêt de la déforestation s'inscrive dans une action de portée internationale et nationale et dans des économies en faveur de la

¹<http://www.cpfweb.org/50449-0941d79c54a6810d4c9eb2f45bbcb25f7.pdf>

²<https://www.un-redd.org/post/why-we-need-to-transform-our-food-systems-to-halt-deforestation>

transformation des systèmes alimentaires ? Comment les partenaires de l'ONU-REDD peuvent-ils garantir d'une part la conduite de débats pertinents donnant lieu à la présentation (et au soutien) de propositions lors des principaux forums internationaux, dont le SSA, et d'autre part la réalisation d'actions de suivi appropriées?

- Quelles sont les actions requises (par exemple, des réformes juridiques, des changements de réglementation, le recours à l'innovation technique et aux services de vulgarisation, des plaidoyers de la société civile, des processus participatifs, des réformes fiscales, des incitations commerciales, des financements privés, la traçabilité³, etc.) afin que les chaînes d'approvisionnement de produits non liés à la déforestation puissent prendre de l'ampleur?
- Comment l'ONU-REDD peut-il contribuer à ces programmes? Sur quels appuis techniques, processus politiques et partenariats l'ONU-REDD devrait-il se concentrer?

2. Projet d'ordre du jour

14 heures - 14 h 05 Allocution de bienvenue du Président du Conseil (Mette Wilkie)

14 h 05- 14 h 10 Présentations

Partie 1 Le Sommet sur les systèmes alimentaires, une agriculture respectueuse des forêts et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation

14 h 10 - 14 h 22 Présentation d'ouverture: Martin Frick, Envoyé spécial adjoint pour le Sommet sur les systèmes alimentaires: *Quelles sont les attentes liées au Sommet sur les systèmes alimentaires, quels sont les points de départ à partir desquels ancrer le programme des forêts et développer le potentiel de celles-ci, quelle est la voie à suivre pour la nouvelle coalition d'action axée sur des solutions nationales et quelle stratégie de suivi et d'analyse des actions adopter après le Sommet?*

14 h 24 - 14 h 34 Exposé d'entrée en matière: Justin Adams, co-Directeur, Solutions fondées sur la nature, Forum économique mondial, et Directeur exécutif de la *Tropical Forest Alliance*: *Le rôle du Sommet des systèmes alimentaires à l'appui de chaînes d'approvisionnement sans déforestation et d'une agriculture respectueuse des forêts.*

14 h 34 - 14 h 55 Débat: *Quels sont les principaux leviers en mesure d'améliorer la place des chaînes d'approvisionnement sans déforestation au sein du système alimentaire mondial et de stopper la déforestation par le biais de la transformation des systèmes alimentaires? Quels points de départ spécifiques et quelles coalitions particulières le SSA propose-t-il pour réaliser un changement aux niveaux mondial et national?*

Partie 2 L'ONU-REDD et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation

15 heures – 15 h 08 Exposé d'entrée en matière: Représentant de l'Équateur: *Promouvoir une chaîne d'approvisionnement sans déforestation grâce à une image de marque nationale durable.*

³ <https://www.forest-trends.org/publications/ten-steps-towards-enforceable-due-diligence-regulations-that-protect-forests/>

15 h 08 – 15 h 16 Exposé d'entrée en matière: Représentant de la Côte d'Ivoire M. Mbalou Ndiaye, Responsable pays, Mondelez International: *Comment l'investissement privé peut-il catalyser la production de cacao non lié à la déforestation?*

15 h 16 - 15 h 21 Exposé d'entrée en matière: M. Gustavo Sánchez Valle, Président du Conseil directif de la Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales : *Réflexions sur le rôle et l'engagement des communautés locales.*

15 h 21 - 15 h 29 Exposés d'entrée en matière: OCDE-FAO-Allemagne/BMZ: *Outil pratique pour des chaînes d'approvisionnement sans déforestation.*

15 h 29 - 15 h 54 Débat: *Comment l'ONU-REDD peut-il à partir de ce travail accroître son impact sur les chaînes d'approvisionnement sans déforestation et sur la transformation du système alimentaire en vue d'inverser la tendance à la déforestation? Outre le soutien spécifique aux pays, comment l'ONU-REDD devrait-il participer et contribuer aux processus mondiaux concernés?*

15 h 45 - 16 heures Résumé et remarques de conclusion du Président du Conseil (Mette Wilkie)

3. THÈMES À DÉBATTRE

Alimentation et forêts

Le système alimentaire mondial dont nous dépendons tous s'est développé, en partie, au détriment des forêts. L'expansion de l'agriculture commerciale et de subsistance est responsable de plus de 70% de la déforestation tropicale. Pourtant, l'agriculture dépend des forêts pour des services essentiels tels que la régulation des eaux et la pollinisation.

Plus de 811 millions de personnes vont se coucher le ventre vide. Au même moment, une quantité effrayante représentant un tiers de la production alimentaire mondiale, évaluée à mille milliards de dollars par an, est gaspillée. Dans le même temps, les systèmes alimentaires sont soumis à un stress énorme en raison de la perte de biodiversité et du changement climatique. De toute évidence, le système alimentaire mondial actuel fait défaut aux individus et à la planète à certains égards importants. La difficulté consiste à stopper la déforestation sans compromettre la sécurité alimentaire.

La demande croissante de produits agricoles doit être satisfaite par le biais de paysages productifs, d'une intensification durable, de systèmes de production intégrés et d'économies circulaires, et s'appuyer sur l'innovation tout comme sur les connaissances traditionnelles afin de limiter l'expansion des zones agricoles. Le soutien à une production agricole respectueuse des forêts devrait s'accompagner d'un suivi, d'un renforcement de la légalité et de l'application de règles visant à limiter la conversion des forêts. Lorsque l'agriculture commerciale constitue le principal moteur du changement d'affectation des terres, une amélioration de la gouvernance s'avère nécessaire, y compris des garanties sociales et environnementales, des engagements de la part des secteurs public et privé en faveur de la déforestation zéro et des approches juridictionnelles. Là où l'agriculture de subsistance est le principal moteur, le soutien à l'adoption de pratiques de production plus durables doit s'accompagner d'interventions plus larges visant la réduction de la pauvreté et le développement rural, notamment le renforcement du régime foncier. L'alignement des politiques et la réorientation des subventions agricoles en particulier sont nécessaires pour soutenir un changement durable d'une certaine ampleur. Des informations fiables et accessibles sur les dynamiques de la déforestation sont essentielles pour élaborer une action et un soutien ciblés.

Les modes de production et de consommation durables (ODD 12) revêtent une importance particulière pour la transformation des systèmes alimentaires afin de surmonter à la fois les problèmes en matière de dégradation des ressources naturelles et ceux liés à l'insécurité alimentaire. La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, l'éducation des consommateurs et le passage à des régimes alimentaires plus sains à partir de systèmes alimentaires durables peuvent contribuer de manière significative à stopper l'expansion agricole et la déforestation qui y est associée.

Le Sommet sur les systèmes alimentaires

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra à New York lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 septembre, a pour objectif de réaliser des progrès sur l'ensemble des ODD grâce à une approche axée sur les systèmes alimentaires. Il entend tirer parti des liens étroits qui existent entre les systèmes alimentaires et les enjeux planétaires tels que la faim, le changement climatique, la pauvreté et les inégalités. Le Sommet est l'aboutissement d'un vaste processus de consultation et de communication, y compris le pré-Sommet qui s'est tenu à Rome en juillet, et au cours duquel des «propositions en mesure de changer la donne» ont été définies au moyen de différentes «Pistes d'action». La nécessité de parvenir à des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et sans conversion a été mise en évidence dans la Piste d'action «Stimuler une production respectueuse de la nature».

Le Sommet s'efforcera de susciter un élan et de créer des coalitions couvrant les cinq Pistes d'action. Toutes les parties prenantes ont été invitées à contribuer aux préparatifs et à proposer des solutions. Néanmoins, des conflits d'intérêts subsistent et certains groupes autochtones et représentants de la société civile ont boycotté le pré-Sommet, craignant que le Sommet ne favorise l'agriculture industrialisée au détriment des connaissances et des pratiques autochtones.

La difficulté consiste à profiter de l'attention mondiale que le Sommet attire sur les systèmes alimentaires et sur l'utilisation des terres, pour mettre en avant et promouvoir des approches durables et complémentaires qui soient bénéfiques à la fois aux forêts et aux systèmes alimentaires, mais aussi aux moyens de subsistance locaux.

Autres processus politiques

Outre le Sommet sur les systèmes alimentaires, un certain nombre d'autres efforts sont déployés en vue de lutter contre la déforestation causée par les chaînes d'approvisionnement alimentaire, qu'il s'agisse de produits agricoles ou d'élevage.

Le Gouvernement du Royaume Uni, en collaboration avec la *Tropical Forest Alliance*, a lancé par exemple les Dialogues sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT), comme contribution aux préparatifs de la COP26 afin de rassembler les pays désireux de s'engager dans la transition des marchés mondiaux des produits de base vers la durabilité.

Des processus de réforme juridique visant à faciliter une utilisation durable et équitable des forêts ont été mis en œuvre dans de nombreux pays riches en forêts, parfois menés sous l'impulsion de programmes nationaux ou internationaux (y compris FLEGT et REDD+, entre autres). Au sein du secteur privé, certains des principaux détaillants et marques se sont engagés à mettre en place des chaînes d'approvisionnement sans déforestation.

Il existe un débat au sujet de ce qui devrait être qualifié de «sans déforestation» et sur les méthodes de vérification connexes. Bien que les signataires de la Déclaration de New York de 2014 sur les forêts se soient engagés à éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement des produits agricoles en 2020 au plus tard, cet objectif n'a pas été atteint. Des propositions législatives et réglementaires sont désormais déposées au sein de l'UE, au Royaume-Uni et aux États-Unis pour dépasser les engagements volontaires.

Les partenariats internationaux entre pays consommateurs et pays producteurs ont représenté et représenteront encore une partie importante des efforts déployés à l'échelle mondiale afin de soutenir l'utilisation durable des terres et le commerce, dans le secteur forestier et au-delà. D'autres sphères politiques ont également relayé cette approche:

- La quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA 4) a été l'occasion de créer une dynamique autour des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et de susciter des [appels](#) en faveur d'une résolution internationale les concernant.
- À titre d'exemple, la 25^{ème} session du Comité des forêts de la FAO, qui s'est tenue en octobre 2020, a accueilli un dialogue de haut niveau sur le thème [«Inverser la tendance à la déforestation»](#), dialogue qui a constitué un appel à des solutions innovantes et à des partenariats dynamiques en vue de stopper la déforestation et transformer les systèmes alimentaires.
- En 2020, l'UE a adopté le Pacte vert pour l'Europe, la Stratégie à l'horizon 2030 en matière de biodiversité et la Stratégie de la ferme à la fourchette, le tout en lien avec l'arrêt de la déforestation provoquée par les systèmes agroalimentaires. Une nouvelle plateforme multipartite sur la déforestation a été mise en place et le Centre commun de recherche (JRC en anglais) a été invité à créer un observatoire dans le but de faciliter l'information sur la déforestation mondiale.
- Le Parlement européen a élaboré des propositions pour renforcer la responsabilité des entreprises, qui couvrent notamment les aspects environnementaux. Parmi ces propositions, on peut citer particulièrement un projet de directive sur le devoir de diligence et la conduite responsable des entreprises, ainsi qu'une résolution appelant à une nouvelle réglementation pour minimiser le risque de déforestation ou de dégradation des forêts associé aux produits mis sur le marché de l'UE. Des propositions législatives devraient être présentées par la Commission européenne au cours du dernier trimestre 2021.
- Les systèmes alimentaires relient les centres urbains aux producteurs agricoles. Ainsi, les politiques et les pratiques d'approvisionnement des villes détiennent un potentiel immense pour soutenir la conservation, la remise en état et la gestion durable des forêts. En avril 2021, le G20 a organisé un événement spécial intitulé *Villes résilientes, intelligentes et durables*, qui a mis en évidence le rapport symbiotique qui existe entre la nature et les villes, et souligné le rôle que celles-ci peuvent jouer dans le renforcement de la résilience face au changement climatique, ainsi que la contribution qu'elles peuvent apporter à l'atténuation du changement climatique.

Le Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables fournit un cadre commun et une référence applicable au niveau mondial qui vise à aider les entreprises agroalimentaires et les investisseurs à contribuer au développement durable et à identifier et atténuer les impacts négatifs. Avec le soutien de l'Allemagne/BMZ, l'OCDE et la FAO travaillent actuellement à l'élaboration d'un outil pratique, en lien avec le Guide, destiné à aider les entreprises à tenir compte de la déforestation, de la dégradation des forêts et du devoir de diligence dans les filières agricoles.

PROGRAMME ONU-REDD

Le Programme a soutenu l'expansion des chaînes d'approvisionnement sans déforestation dans plusieurs pays du monde. Le prochain Cadre de résultats 2021-25, dont un des résultats est consacré au soutien des chaînes d'approvisionnement sans déforestation, prévoit de maintenir cette orientation.

En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, l'ONU-REDD et l'Union européenne aident le gouvernement à promouvoir le cacao zéro déforestation. Le «Partenariat 1 pour 20» a pour objectif de mobiliser 1 milliard d'USD pour la restauration de 20% du couvert forestier de la Côte d'Ivoire en (1) promouvant des modalités de financement durables, fondées sur des modèles de production viables qui proposent aux petits exploitants des incitations alignées sur les objectifs du pays en matière de changement climatique et ancrées dans les dynamiques de développement régional; (2) en facilitant des partenariats entre les acteurs privés, le secteur financier et les partenaires publics en faveur de la mise en place de projets de financement évolutifs; et (3) en favorisant le dialogue entre les parties prenantes pour permettre l'échange d'expériences sur des modèles et des pratiques agricoles durables, la coordination des efforts et le renforcement des capacités des partenaires. Les systèmes agroforestiers de cacao cultivé à l'ombre dans un environnement naturel sont des exemples d'agriculture pratiquée dans la forêt ou en lisières des forêts, qui aident à conserver et à protéger la biodiversité, tout en générant des revenus pour les petits producteurs de cacao.

En Équateur, le programme d'investissement PROAmazonia de l'ONU-REDD+ promeut une stratégie intitulée «Équateur Premium & Durable» qui s'articule autour de cinq piliers principaux comprenant la promotion de coopératives modernes, l'autonomisation des femmes et des jeunes en milieu rural, la production sans déforestation, la qualité et la traçabilité, la productivité et la pauvreté rurale zéro. Ladite stratégie et le label de produits frais «Premium & Durable» qui y est associé, ont été lancés en 2019. Un accord novateur, signé en janvier 2021, entre le Ministère de l'environnement et de l'eau, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et l'Agence de réglementation et de contrôle phyto et zoosanitaire (Agrocalidad) du pays, permettra d'établir une «Certification sans déforestation pour les produits agricoles et les produits de l'élevage». Cette initiative marquante vise à renforcer la chaîne de production dans le but de parvenir à la commercialisation de produits durables de haute qualité bénéficiant de la pleine participation des producteurs et des entreprises privées.

Dans la nouvelle phase de son Cadre de résultats 2021-25 et conformément au Produit 1.3 de celui-ci, l'ONU-REDD s'appuiera sur ces approches, et sur d'autres encore, pour soutenir la réalisation de chaînes d'approvisionnement sans déforestation. Le Produit susmentionné comprend un certain nombre d'activités complémentaires visant à créer des effets aux niveaux national et international et, surtout, il implique de nombreux acteurs dont l'engagement en faveur de chaînes d'approvisionnement sans déforestation est indispensable:

- 1/ . Analyser les politiques dans le but de réformer et aligner les incitations économiques destinées aux acteurs des chaînes d'approvisionnement présentant un risque pour les forêts;
- 2/ . Fournir des éléments factuels pour une meilleure gestion et un meilleur compte rendu des initiatives du secteur privé en faveur de chaînes d'approvisionnement sans déforestation;
- 3/ . Renforcer les instruments financiers pour réorienter les capitaux publics et privés;
- 4/ . Introduire des normes «sans déforestation» dans les plateformes de produits aux niveaux mondial, régional et national.
- 5/ . Développer des moyens permettant d'intensifier l'engagement du secteur privé par le biais de plateformes multipartites et de partenariats public-privé;
- 6/ . Fournir des conseils en vue de l'élaboration d'approches politiques nationales et multilatérales concernant la fourniture et l'approvisionnement de produits ne provenant pas de la déforestation dans les principaux pays et régions importateurs.

Outre le soutien de l'ONU-REDD ciblant spécifiquement des chaînes d'approvisionnement sans déforestation, le Programme a privilégié et privilégiera encore à l'échelle nationale et mondiale des outils et actions propices à la transformation des systèmes alimentaires, qui permettent d'inverser la tendance à la déforestation, en s'appuyant sur les quatre Résultats 2021-2025. Ceux-ci comprennent:

- 1/ . La conception et la mise en œuvre de politiques transformationnelles et transsectorielles, dont des systèmes d'incitation qui tiennent compte de la REDD+ dans le secteur agricole et garantissent la cohérence entre la création et la réalisation des CDN;
- 2/ . Une planification stratégique intégrée en matière d'utilisation des terres axée sur le développement rural à faible émission de carbone au niveau du territoire et sur la sécurité alimentaire locale;
- 3/ . La garantie des régimes fonciers et de l'accès aux ressources naturelles pour les communautés et les peuples autochtones, ainsi que le renforcement de leur capacité à mettre en œuvre des actions REDD+;
- 4/ . Des systèmes de suivi des forêts visant à éclairer les décisions politiques, basés sur des études et des évaluations des besoins en données pertinentes du point de vue des stratégies à mettre en place;
- 5/ . La promotion des technologies de pointe et des mégadonnées dans le contexte du mouvement des solutions fondées sur la nature afin d'accélérer la prise de décisions collective et l'action collaborative.

Il convient de s'appuyer sur les résultats du SSA et sur le suivi des dialogues nationaux pertinents au sujet de la transformation des systèmes alimentaires pour identifier des possibilités permettant de lier explicitement le travail de l'ONU-REDD en la matière au programme de systèmes alimentaires.

Le présent dialogue stratégique a pour objet de promouvoir un débat sur les enseignements et sur les moyens par lesquels l'ONU-REDD peut devenir encore plus efficace à l'avenir pour garantir des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et une transformation plus large des systèmes alimentaires qui répondent aux besoins alimentaires de la planète tout en préservant ses forêts.

Annexe: Exemples d'initiatives ONU-REDD en faveur de chaînes d'approvisionnement sans déforestation

Indonésie, 2021: Par le biais du Mécanisme de financement en zone tropicale (TLFF), l'ONU-REDD a soutenu l'Équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté (TNP2K), programme national de réduction de la pauvreté en Indonésie, afin de dégager le potentiel du secteur alimentaire pour atteindre les objectifs nationaux de croissance économique, tout en réduisant les émissions grâce à des possibilités d'investissement vert dans les économies rurales. Grâce au TLFF, les entreprises villageoises pourraient désormais avoir accès à une chaîne d'approvisionnement de produits non liés à la déforestation, ainsi que la possibilité de réaliser des réductions d'émissions dans le cadre de la REDD+ en faveur des marchés du carbone aux niveaux national et international.

Viet Nam, 2021: Le Programme a aidé avec succès le Viet Nam à élaborer une nouvelle intervention «*Gestion intégrée de paysages durables grâce à des juridictions visant à stopper la déforestation*», qui démarre cette année, et qui développera une approche juridictionnelle en faveur de la production de produits de base non liés à la déforestation au sein des multiples chaînes de valeur présentes dans les deux provinces des hauts plateaux du Centre du Viet Nam. Le projet soutiendra les provinces de Lam Dong et Dak Nong dans leur réforme des systèmes alimentaires locaux afin de mettre au point un certain nombre d'actions favorables aux forêts et au climat, parmi lesquelles on compte des chaînes d'approvisionnement en café sans déforestation, des modèles agroforestiers, un système de suivi en temps réel de la déforestation et des changements d'affectation des terres, les capacités institutionnelles des communautés locales et de la société civile en matière de suivi et de gouvernance, des systèmes de garanties, des partenariats avec le milieu des affaires, et l'intégration de ces actions dans l'élaboration du plan directeur du pays.

Ghana, 2018: Au Ghana, deuxième producteur mondial de fèves de cacao, des centaines de milliers de petits agriculteurs dépendent de cette denrée précieuse, denrée qui devient de plus en plus vulnérable face aux effets du changement climatique. Pour renforcer le secteur et le rendre plus résilient face aux changements futurs, le Programme REDD+ pour la forêt cacaoyère du Ghana utilise des stratégies de production de cacao intelligentes face au climat dans le but de réduire considérablement les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts, d'augmenter les rendements du cacao et d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, et obtenir ainsi des chaînes d'approvisionnement sans déforestation.

Initiative GIORNI, 2017 (*Global Italian initiative on REDD+ National Implementation*): Le Ministère italien de l'environnement, de la terre et de la mer (IMELS) et le PNUD ont signé à New York un accord ayant pour objectif de soutenir l'Équateur, le Ghana et le Myanmar dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Cet accord comprend le ***Ghana Shea Landscape REDD+ Project (Ghana)***, qui a pour objet de promouvoir un plan d'investissement public-privé qui permette de réduire les impacts de la chaîne d'approvisionnement sur la déforestation. Le projet cible l'écorégion de la Savane, où le beurre de karité s'est imposé comme produit de référence. Parmi les activités prévues, dans lesquelles sont également impliquées les entreprises italiennes, on peut citer l'amélioration des plateformes public-privé existantes destinées au renforcement de la collaboration entre les institutions gouvernementales, le secteur privé et la société civile.

Costa Rica, 2011: Le projet en question a permis d'instaurer un dialogue neutre multipartite et interinstitutionnel entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile, qui a réuni plus de 900 experts techniques provenant de plus de 50 organisations et institutions du secteur de l'ananas. Un Plan d'action national quinquennal a été élaboré par les experts de la plateforme de dialogue dans le but d'institutionnaliser les résultats obtenus au niveau national par le secteur de l'ananas en matière de durabilité à long terme. Ce Plan d'action 2013-2017 pour le renforcement de la production et du commerce responsable de l'ananas définit des mesures et des tâches stratégiques publiques et privées, et a été approuvé par les producteurs, les exportateurs, les acheteurs nationaux et internationaux, les organisations de la société civile et les principaux ministères gouvernementaux.